

PROJET SEULEMENT

Discours d'ouverture de la Coalition de la société civile
Assemblée plénière du Processus de Kimberley
du 16 au 20 novembre 2015
Luanda, Angola

Votre excellence, le ministre des Mines et de la Géologie, République de l'Angola

Votre excellence, le vice-président de l'Angola

Monsieur l'honorable président du PK, Bernardos Campos

Distingués invités,

Collègues du Processus de Kimberley,

La Coalition de la société civile est heureuse d'être de retour à Luanda.

Souvent, lorsque la société civile prend la parole dans le cadre de rencontres comme celles-ci, c'est pour rappeler aux participants les importantes difficultés auxquelles nous sommes confrontés, et pour présenter une vision de la façon de s'y attaquer de manière satisfaisante.

Au fil des ans, c'est la plupart du temps la société civile qui a signalé les problèmes au sein de l'industrie du diamant ou parmi les pays participants.

Ce fut certainement le cas au début, lorsque Partenariat Afrique Canada (PAC), avec l'appui du Network Movement for Justice and Democracy (NMJD), en Sierra Leone, a publié *Le cœur du problème*, en 1998, un des trois rapports déterminants qui ont poussé les gouvernements et l'industrie du diamant à agir contre la barbarie engendrée par les diamants de conflit. Plus tard, des groupes de la société civile se sont joints à l'industrie et aux gouvernements afin de créer le Système de certification du Processus de Kimberley, l'une des premières initiatives multipartites mondiales.

Bien que nos rapports aient souvent été de lecture difficile pour les pays concernés et les acteurs de l'industrie, cette lecture constitue un élément essentiel de la capacité du PK de prétendre avec crédibilité être un système de réglementation dont les règles sont mises en application.

Nous ajouterions que d'Anvers au Zimbabwe, et de la Sierra Leone aux EAU et au Venezuela, nos préoccupations concernant les infractions en matière de gouvernance se sont toujours avérées justes.

À maintes reprises, des gouvernements et des sociétés ont affirmé que nous avons tort, ou se sont plaints que nous ne comprenions pas l'industrie, pour finir par suivre nos recommandations. L'un de ces pays est l'Angola, qui a ensuite travaillé avec l'UNHCR pour s'attaquer à certaines des violations des droits de la personne qui avaient freiné sa première tentative d'accéder à la présidence du PK il y a moins de 10 ans.

Mais la société civile n'a jamais joué uniquement le rôle de chien de garde du PK. Nos membres s'efforcent sans cesse d'améliorer les conditions de travail et la situation juridique des mineurs artisans, ou de trouver des moyens de permettre aux gouvernements et aux collectivités d'accroître la traçabilité de la production, de démontrer une meilleure conformité aux exigences minimales du PK et, en fin de compte, de tirer davantage de revenus des diamants.

C'est pourquoi nous sommes membres de l'équipe de surveillance de la République centrafricaine et nous appuyons une approche régionale de la conformité au PK en Afrique de l'Ouest. C'est pourquoi nous valorisons des relations étroites et positives avec des groupes de l'industrie. Et c'est pourquoi nous demeurons engagés au sein du Processus de Kimberley.

Au cours des jours qui viennent, nos collègues vous communiqueront les résultats de deux études de recherche qu'ils ont réalisées. La première, produite par le GAERN, en RDC, porte sur le rôle des acteurs non officiels dans le commerce des diamants; tandis que la deuxième, réalisée par le GRPIE, dresse un état des lieux des conditions minières à Tortiya, un centre du diamant moins bien étudié et compris en Côte d'Ivoire.

Les deux rapports sont des exemples de la recherche et des forces techniques des membres de notre coalition. Les deux procurent à leurs gouvernements respectifs des solutions pratiques et réalistes en matière de politiques visant à régler les problèmes cernés. Les deux démontrent le rôle constructif de critique que jouent nos membres au jour le jour au sein du PK.

Nous signalons aussi l'entrée dans nos rangs de l'IPIS, de Belgique — un organisme qui possède une longue expérience des interventions techniques dans des régions touchées par le conflit

Dans le cadre des discussions que nous aurons ici, vous découvrirez aussi que nous sommes activement engagés dans la recherche de solutions aux problèmes les plus pressants auxquels nous sommes confrontés à cette réunion : la situation en République centrafricaine, de même que la réintégration possible du Venezuela.

Ce sont des exemples du rôle qu'a joué la société civile et de son leadership au sein du KP.

Cela dit, il y a un éléphant dans la pièce, et il faut en discuter.

Nous devons parler des Émirats arabes unis.

Le SCPK est soi-disant fondé sur une base tripartite, mais dans l'empressement de nommer un vice-président plus tôt cette année, le PK a fait fi des préoccupations des groupes de la société civile.

La nomination des EAU à la vice-présidence constitue une ligne rouge pour la société civile. À plusieurs occasions, notamment à Luanda, en juin, et à Guangzhou, en novembre dernier, nous avons exprimé nos préoccupations concernant les EAU et la pertinence de leur place à la tête du PK.

Si l'on en juge par la situation privilégiée des EAU comme endroit où expédier l'or et les diamants illicites, il semblerait que Dubaï ne soit pas seulement un paradis fiscal, mais aussi un paradis à l'abri des considérations éthiques. De Bangui à Kinshasa et à Marange, la politique des EAU qui est de ne pas contrôler la valeur des colis importés, ou de ne pas exercer une vigilance accrue dans le cas des diamants provenant de régions qui posent problème, a eu de graves répercussions sur l'intégrité de l'ensemble de la chaîne des diamants.

Nous savons que malgré de multiples demandes, les EAU ont refusé de coopérer avec d'autres participants du PK et organismes d'application afin d'engager des procédures judiciaires contre les personnes et les membres de l'industrie qui ont été accusés de contrevenir à la loi et aux exigences minimales du PK.

Nous avons aussi soulevé des préoccupations concernant le vol indécent des revenus africains tirés des diamants par des sociétés des EAU qui ont recours à des prix de transfert. Nous avons demandé une explication afin de savoir pourquoi des diamants africains sont réexportés de Dubaï à des prix 40 % plus élevés que lors de leur importation – une question simple à laquelle les responsables des EAU ont été incapables de répondre.

Comme les centres de commerce concurrents majorent les prix de 10 % en moyenne sur les lots retriés et réexportés, il y a lieu de se demander ce que sait Dubaï sur l'« ajout de valeur », que ne savent pas ses concurrents à Anvers et Tel Aviv.

À notre avis, les évaluations erronées touchent au cœur des exigences du PK et à la raison pour laquelle les fruits de la promesse économique associée aux diamants continuent d'échapper à la plupart des gouvernements de l'Afrique.

Nous avons aussi exprimé à maintes reprises des inquiétudes quant à l'approche hostile qu'ont adoptée les EAU à l'égard de la société civile ces dernières années. Par exemple, au cours d'une réunion sur la réforme du PK à Dubaï, en

2013, un membre de haut rang de leur équipe a publiquement demandé que le PK « divorce » de la société civile. Au cours de conférences sur les diamants en Angola et au Zimbabwe, en 2012 et 2013, nos membres ont subi des attaques gratuites et diffamatoires, toutes tolérées par les plus hautes sphères du DMCC.

Malgré ces provocations, plus tôt cette année, la société civile a franchi une étape extraordinaire qu'aucun participant ne voulait franchir et a cherché à résoudre l'impasse de la présidence dans laquelle nous nous trouvions il y a un an à Guangzhou. En juin, nous vous avons informés de nos tentatives infructueuses de trouver un compromis entre les EAU et l'Australie, qui permettrait aux EAU de répondre à certaines des préoccupations que partagent la société civile et certains participants. L'absence de relations entre les EAU et les groupes de la société civile était au nombre de ces problèmes.

Le 26 juin, à la suite de discussions avec l'Australie concernant le retrait de sa candidature, les EAU s'engageaient par écrit à prendre un certain nombre de mesures pour atténuer les inquiétudes des participants et des observateurs du PK.

Ces mesures comprenaient le fait de se prêter à une visite d'examen requise depuis longtemps, qui a été réalisée dans la hâte en octobre et dont on discutera dans les jours qui viennent.

Les EAU s'engageaient aussi à « consulter étroitement et significativement tous les participants et les observateurs » et à travailler avec la société civile dans le cadre d'au moins deux « projets de collaboration », dont l'un semblait devoir être « achevé » avant la plénière.

Depuis notre dernière réunion ici, en juin, il n'y a eu aucune consultation – significative ou autre – par les EAU, plus particulièrement après la réunion intersessions, où l'on aurait pu raisonnablement s'attendre de la part du pays qui désire diriger le PK qu'il s'efforce de communiquer avec tous les participants et les observateurs.

En fait, ce fut plutôt le contraire. Depuis nos dernières réunions ici, la société civile et les EAU n'ont tenu aucune discussion, et encore moins convenu d'un accord, concernant de quelconques projets de collaboration, leurs mandats ou leurs calendriers.

En juin, nous avons expliqué clairement que malgré nos efforts les plus sincères pour travailler avec les EAU afin de sortir de l'impasse concernant le pays qui succédera à l'Angola à la présidence du PK, nous n'avons pas eu de véritable interlocuteur dans ces discussions.

En ne manifestant aucune ouverture à notre égard depuis la réunion intersessions, il est clair que les EAU ont trompé le PK quant à l'ampleur de leur ouverture face à la société civile et de leur collaboration avec elle.

Nous sommes arrivés à la croisée des chemins. La Coalition, comme le WDC, a été un partenaire à part entière avec les gouvernements depuis le début du PK. Nous ne sommes pas des mendiants disposés à s'entendre sur des miettes ou à blanchir le linge sale des autres. Un participant qui ne valorise ou ne favorise pas la base tripartite sur laquelle est fondé le PK ne mérite pas de diriger le PK.

Depuis la réunion intersessions, la Coalition a sérieusement délibéré sur ses options. La décision unanime de nos membres est de boycotter la présidence des EAU. L'an prochain, nous ne participerons à aucun événement organisé ou accueilli sous l'égide d'un président représentant les EAU. Cela comprendra les réunions intersessions et la plénière.

Nous refusons de récompenser un gouvernement qui est à la source d'un si grand nombre de préjudices que doivent subir les producteurs africains et la bonne gouvernance de ce système de certification. Nous sommes lassés des fausses promesses et des « consultations » hypocrites. Les EAU ne jouissent pas de notre confiance.

De notre côté, nous continuerons, comme nous l'avons fait depuis le début, à mobiliser un vaste éventail d'acteurs et de tribunes dans le but d'améliorer la gouvernance dans le secteur du diamant – y compris à l'extérieur du PK. Nous continuerons de travailler avec les participants du PK et les membres de l'industrie relativement à des questions d'intérêt commun. Nous redoublerons d'efforts et nous concentrerons davantage sur l'engagement au niveau national avec les participants du KP.

Au cours des jours qui viennent, les participants du PK et les membres de l'industrie auront la liberté d'officialiser la nomination des EAU à la présidence, mais si cela devait s'avérer, soyons clairs, vous enverrez un message voulant que la société civile n'est plus un partenaire sérieux et respecté à cette table. Vous enverrez un message dans le monde disant que le PK n'a plus de normes; que le plus petit dénominateur commun arrive encore à diriger, peu importent les atteintes à la réputation et les répercussions à long terme que cela infligera à cette initiative.

En d'autres mots, la question ne portera plus sur l'engagement des EAU à l'égard de la société civile, mais sur le vôtre.

Merci.